

d'un gouvernement qui se voudrait beaucoup plus ouvert et beaucoup plus responsable vis-à-vis du respect de ces secteurs immensément importants pour trouver les solutions à nos problèmes actuels dans le domaine du travail dans les mines. Mais cette absence de concertation, de communication est exactement le résultat de ce que nous connaissons aujourd'hui. On parle et on regrette actuellement le manque de productivité, on déplore même que les salaires sont trop élevés, ce qui nous amène à une mauvaise concurrence ou à l'impossibilité de concurrencer les pays étrangers, mais encore là, qu'est-ce que le gouvernement a fait véritablement pour sensibiliser tant le patronat, tant les syndicats vis-à-vis de ces dangers qui pourraient se produire s'il n'y a pas une communication et une coopération tout à fait sincère dans les secteurs importants vis-à-vis la politique à long terme?

Le ministre des Finances a parlé tantôt, il a reconnu que la situation est très difficile, il a paru étonné d'une telle situation et il a tenté de nous amener de son «bord» en disant: Nous sommes disposés à faire quelque chose, mais que voulez-vous, il y a eu une série d'événements qui font que nous nous retrouvons dans cette situation. Et nous, bien sûr, comme de beaux joueurs, monsieur l'Orateur, il faudrait peut-être dire au ministre des Finances: Nous vous prenons à la lettre et maintenant nous allons oublier tout ce qui s'est passé, les lacunes, les absences, les faiblesses de vos politiques, et l'absence surtout de vos politiques, et nous allons penser comme vous que des jours seront meilleurs. Je pense que nous devons regretter, déplorer et blâmer le gouvernement vis-à-vis ce manque d'étude des marchés, vis-à-vis cette concertation que je soulignais tantôt, cette collaboration et cette présence à la même table des secteurs intéressés et capables d'aider en tous les cas un gouvernement à redresser la situation. Un gouvernement qui pense le contraire ne pourra certainement pas obtenir la confiance de ce côté-ci de la Chambre en tous les cas. Jamais il n'est possible de faire confiance à ce gouvernement, compte tenu d'une attitude déplorable et qui est responsable de la situation que nous connaissons.

On a parlé de la fuite des capitaux, et encore là fallait-il amener à la même table ces investisseurs, ces patrons et leur expliquer l'importance probablement de réinvestir un pourcentage de leurs bénéfices vis-à-vis l'industrie secondaire, vis-à-vis la transformation. C'est le manque de contact avec le milieu d'affaires encore une fois, monsieur l'Orateur, et on se rend compte facilement comment l'homme d'affaires aujourd'hui est hésitant. Il attend de voir ce que le gouvernement va présenter comme politique à long terme. Le ministre des Finances a récemment répondu à une question que je lui posais vis-à-vis l'importance d'une réunion des ministres des Finances, des provinces Maritimes et du Québec particulièrement: Je suis toujours prêt à les recevoir. Mais aucun effort de sa part pour les convoquer et tenter de redresser une situation économique et un déséquilibre économique qui se situent entre les provinces Maritimes, le Québec et le reste du pays.

A mon humble avis, le gouvernement a été fautif vis-à-vis ces crédits accordés à la recherche. Je le répète—je crois l'avoir dit il y a quelques jours—le sénateur Lamontagne récemment blâmait directement son gouvernement de ne pas avoir su disposer de crédits suffisants vis-à-vis de la recherche. Pour certains, bien sûr, c'est toujours une demande d'une

dépense supplémentaire, mais la recherche, je pense, est responsable de la situation que nous connaissons actuellement.

Je pense que cette absence de crédits suffisants a empêché le gouvernement de présenter et de préparer une politique à long terme. Cette absence de crédits suffisants a empêché également le gouvernement d'inviter certaines usines de base, certaines vieilles industries, tant dans le secteur minier que dans d'autres secteurs à moderniser l'industrie canadienne, à l'améliorer et à prévoir les marchés qui s'imposaient, les changements qui s'imposaient. Cette absence de recherche a également empêché la création de nouveaux produits qui devenaient de plus en plus nécessaires, mais on a laissé à un pays voisin cette recherche ou cette création de nouveaux produits et on s'est contenté de jouer les seconds violons.

Cette absence de recherche également n'a pas permis aux Canadiens ou aux hommes d'affaires d'avoir cette assurance d'une stabilité dans notre industrie canadienne. Nous devons blâmer le gouvernement de ne pas avoir eu une politique de prévention. Les ministres, les uns après les autres depuis l'ouverture de cette session, confessent que la situation est difficile, regrettent et déplorent la situation actuelle, nous invitent à leur faire confiance et nous invitent à regagner la confiance du public, mais cette absence de prévention doit être condamnée de façon très rigide, monsieur l'Orateur, et nous devons je pense rappeler au gouvernement qu'il est impossible de redonner cette confiance, que le gouvernement sollicite par cette lacune incroyable, par un manque de prévoyance quand on sait parfaitement bien que gouverner c'est prévoir, monsieur l'Orateur. Étant donné les circonstances, on a vu le gouvernement faire des efforts inouïs vis-à-vis de l'application de mesures sociales.

● (1732)

Tout le monde sait très bien, et les Canadiens savent très bien que le gouvernement s'est pratiquement limité à inventer, par l'intermédiaire de ses fonctionnaires, de ses spécialistes, des mesures sociales pour tenter de compenser cette absence de mesures courageuses dans certains cas, et d'initiatives très positives pour les industries canadiennes. On a également, bien sûr, fait état des crédits importants dispensés et acceptés par le ministère de l'Expansion économique régionale. On ne dit pas que le ministère de l'Expansion économique régionale n'a pas fait des efforts, mais encore là son objectif principal n'était-il pas de faire disparaître les inégalités régionales? Quels en sont les résultats, monsieur l'Orateur? Encore là, nous sommes encore aujourd'hui à attendre les effets bénéfiques de ces crédits, de cette politique qui pourtant avait créé tant d'espoirs.

Le ministre aujourd'hui nous parle de l'essentiel: une stratégie industrielle. Comment se fait-il, monsieur l'Orateur, qu'au cours des derniers 20 ou 25 ans, ce gouvernement ou ces gouvernements, et particulièrement depuis 10 ans, ce gouvernement n'a pas jugé bon d'établir une stratégie industrielle qui est essentielle aujourd'hui lorsque le pays se retrouve dans un marasme économique, étant donné l'absence, je dis bien, d'une responsabilité gouvernementale depuis 10 ans. C'est là que ce gouvernement nous a conduits, monsieur l'Orateur. Toutes les mesures qui nous ont été présentées se sont manifestées par des déceptions incroyables, et après 10 ans, nous devons reconnaître que nous en avons peut-être pour 10, 15 ou 20 ans à connaître des difficultés pour redresser la situation, et on vient